

l'arrangement conclu s'est heurté à des grandes difficultés. Les pays importateurs ont représenté à l'Argentine la nécessité de ne rien faire qui soit de nature à porter atteinte à la valeur de l'accord international signé par tant de pays. Et étant donné que les Etats-unis ont eu leur plus mauvaise récolte depuis 1847, je pense,—je puis faire erreur sur ce point,—et le fait qu'il n'y a pas eu de récolte dans certaines régions d'Europe et que la récolte a été médiocre dans l'Ouest canadien, surtout en Saskatchewan et dans certaines parties de l'Alberta et relativement mince au Manitoba, par comparaison avec le chiffre total élevé de la récolte dans l'Ouest, l'heure approche vite où il y aura équilibre entre la production et la demande. D'ici là la situation sera manifestement difficile. Que l'équilibre se rétablisse par l'action de l'homme, par sa sagacité, sa prescience, sa clairvoyance ou par l'action de la nature ou les ravages des sauterelles, il s'ensuit que puisque la demande est joliment constante et ne peut augmenter que par la diminution des approvisionnements dans les anciens pays importateurs, le Canada et les pays qui sont dans le même état pourront s'adapter à la situation, et que le cultivateur recevra une rémunération raisonnable de son travail le jour où il y aura équilibre entre l'offre et la demande. Mais il n'y a pas de marché du blé en Chine à un prix qui n'entraîne pas pour le producteur canadien une perte de 10 à 20c. par boisseau. Telle est la situation.

L'hon. M. MOTHERWELL: Si j'ai bien compris le premier ministre, il a omis de nous dire pourquoi il n'a pas demandé à la Chambre de ratifier cette merveilleuse convention. Si nous l'avions ratifiée, les autres pays ne pourraient nous reprocher d'avoir négligé d'avoir fait telle ou telle chose.

M. l'ORATEUR: L'honorable membre a épuisé ses quarante minutes.

L'hon. CH. STEWART (Edmonton-Ouest): Je n'ai pas voulu faire de commentaires sur le sujet avant l'exposé du premier ministre. Apparemment, la cause de tous nos embarras, c'est que l'Europe produit beaucoup plus qu'auparavant, du moins qu'à l'époque de la guerre. Ce qui m'étonne, c'est que la température ait joué un rôle si important dans la réduction de la production au pays et ait énormément amélioré les choses. Je me demande ce qui serait arrivé à l'agriculteur canadien, si notre production avait eu la même ampleur qu'en 1926, 1927 et 1928. Cependant le premier ministre semble oublier que l'unique pays, ou plutôt le groupe de pays, la Grande-Bretagne et son empire, sur lequel nous pouvions compter pour écouler notre excédent de blé, a subi les atteintes des droits de douane

[Le très hon. M. Bennett.]

que nous avons imposés en 1930 et en 1931. Il en résulte qu'aujourd'hui, même avec une production diminuée, nous accumulons les stocks de blé, chaque année. Si l'on considère le relèvement des droits de douane contre l'entrée des produits anglais au pays, pouvons-nous blâmer M. Elliott et la propagande qu'il mène en faveur de l'indépendance de l'un des pays de l'empire? Pas du tout, quand les pays de l'empire traitent la Grande-Bretagne comme notre Gouvernement l'a fait. Puisque nous n'avons pas de titre pour prétendre à la clientèle des pays européens, ceux qui ont commercé avec nous l'ont fait dans une large mesure parce qu'ils ont besoin de notre produit. Et quand du fait de la mauvaise température, la production de notre meilleure qualité de blé a été presque nulle depuis trois ans, le Gouvernement se trouve dans la déplorable situation d'avoir accumulé un plus grand excédent que tout autre pays exportateur de blé. Et cependant ces messieurs nous disent qu'il n'y avait rien à faire. C'est absurde. Le présent Gouvernement aurait pu faire beaucoup, mais il a refusé d'agir. Je tiens à le déclarer ici, car, je me propose d'exposer la situation sur les tribunes publiques par tout le Canada et je tiens à avertir le Gouvernement que je le ferai en termes énergiques. En ce qui regarde la classe agricole, sauf les secours accordés, et j'admets que le Gouvernement s'est montré fort généreux à cet égard, mes honorables amis n'ont rien fait qui vaille pour aider à l'écoulement des produits canadiens destinés à l'exportation.

M. THOMAS F. DONNELLY (Willow-Bunch): Trois choses inquiètent les cultivateurs de l'ouest du Canada: Premièrement, les conditions climatiques; en second lieu, l'ouverture de débouchés pour l'écoulement de nos produits et, troisièmement, le règlement des dettes. Nous estimons que le régime actuel a beaucoup fait pour nous fermer les marchés sur lesquels nous aurions pu écouler nos produits. Le blé est notre principale denrée que nous pourrions écouler sur le marché mondial. A l'avènement du régime libéral, en 1921, nous exportions de 200 à 300 millions de boisseaux de blé et, en 1929, nous en avons expédié 407 millions de boisseaux sur le marché mondial. Depuis cette époque, le marché pour l'écoulement de notre blé a sans cesse diminué jusqu'à cette année; nous avons un contingentement de 200 millions de boisseaux, mais nous ne serons pas en mesure de le remplir. Le marché où nous écoulerions le surplus de notre récolte de blé a diminué d'année en année et cela s'explique du fait de la politique douanière qu'a inaugurée le présent Gouvernement. Il n'y a pas très longtemps, une con-